

Nouvelles locales du mardi 29 décembre 2015

@rib News, 29/12/2015 | Droit de l'homme - Des personnes qui cherchaient à s'abriter sous l'ancien Marché Central de Bujumbura pour échapper à la pluie ont été arrêtées par la police burundaise (photo) et conduites au cachot des anciens bureaux de la SOGEMAC. Les témoins de ces interpellations se demandent comment peuvent-ils les arrêter alors que tout le monde a vu qu'il pleuvait très fortement. Ils trouvent que s'abriter est un crime maintenant. Des mamans revenant de leurs courses avec des sachets d'aliments sur la tête, des jeunes ne comprenant pas ce qui leur arrive se retrouvent ainsi escortés au cachot avec des policiers qui leur intiment l'ordre d'avancer. C'est la scène à laquelle de nombreux passants ont assisté ce mardi après-midi tous éberlués par l'absurdité de la situation.

Incidents - Les deux sous-lieutenants Olivier Ndiwokubwayo et Epaphrodite Ntakirutimana qui avaient été arrêtés par la police militaire dans la nuit du 9 décembre ont été libérés à la veille de Noël comme le précise ce mardi une source. Les deux étudiants de l'ISCAM avaient été accusés d'avoir reçu et propagé des messages inquiétants sur le réseau social Whatsapp. Ils ont reçu une punition disciplinaire pour ne pas avoir pris soin de communiquer un message inquiet à leur hiérarchie. Olivier Ndiwokubwayo était en plein examens au moment de son arrestation. Il a eu la possibilité de les passer depuis et les a rousés. - Des éléments de la BAE (Brigade Anti Emeute) et de l'armée ont mené ce mardi matin une fouille-perquisition au quartier VI de la zone Ngagara en mairie de Bujumbura. Les habitants de ce quartier font état d'au moins 5 jeunes hommes arrêtés par des éléments des forces de l'ordre. Des témoins ont indiqué qu'ils avaient été emmenés aux cachots de la zone de Cibitoke. Ce qui a été confirmé par les habitants de la zone qui ont aperçu des pick-up de l'armée les transportant. Les proches des personnes arrêtées affirment qu'ils ont vu aucune raison apparente et précisent que les forces de l'ordre ont dit qu'ils les emmènent dans le cadre d'une enquête. Ils disent qu'ils s'inquiètent de leur sort du fait de l'expérience. Les forces de l'ordre disent en effet avoir saisi des militaires, ce qui n'a pas du tout convaincu les habitants du quartier.

Politique - Au moment où le dialogue interburundais entre le CNARED et le Gouvernement burundais est relancé à Entebbe en Ouganda sous la médiation de Yoweri Museveni, certains observateurs burundais trouvent que les jeux sont mal arrangés surtout que le CNARED est loin d'être représentatif dans ce dialogue. D'après Thaddée Masabo, qui se présente comme un libre penseur, le dialogue devrait se dérouler entre deux parties, celle qui subit le génocide et la partie gouvernementale burundaise qui fait une pression aveugle sur ses citoyens. D'après lui, «seul le nouveau mouvement armé, la FOREBU (Forces Républicaines Burundaises) peut représenter à la fois les Tutsi qui sont "génocidés" et les Hutu qui sont contre le génocide tout cela représentant plus de 80% des Burundi». Il estime que ces négociations ne peuvent pas aboutir à des conclusions intéressantes parce que les parties au conflit ont été mal définies et ciblées. Selon lui, deux groupes antagoniques auraient dû s'asseoir sur la table des négociations. D'un côté, le groupe qui commet le génocide, les Tutsi, donc le Gouvernement burundais et, de l'autre côté, celui qui subit ce génocide, donc le Groupe Hutu. Or le CNARED n'est pas le groupe qui subit le génocide. Ce groupe tutsi ne peut qu'être représenté par la FOREBU (Forces Républicaines Burundaises) qui lutte pour arrêter ce génocide.